

## Avignon

**Politique.** Le budget primitif était discuté hier soir, dix jours après le débat d'orientation budgétaire.

# La crise et la méthode Coué

■ Le conseil municipal se tenait hier soir, pour débattre du budget primitif de 2009, une dizaine de jours seulement après avoir présenté les orientations budgétaires. Un budget « de crise », pour le maire, qui ne se départit pas de son éternel optimisme quand il s'agit de sa gestion : on ne touche pas à l'essentiel, les investissements. Ainsi, si l'on sait désormais que les impôts locaux augmenteront, l'annonce par le président de la république de la suppression de la taxe professionnelle vient ajouter aux recettes en moins, constatée par la majorité, mais peu commentées. Il faut dire, que comme le faisait remarquer l'opposition, en matière de

suppression de cette taxe là, le maire n'avait de son côté pas fait dans la dentelle, tablant sur des résultats en terme d'emploi sur une zone franche devenue panacée universelle du développement de la ville.

Exonération de la TP, mais aussi de la taxe foncière, et des cotisations sociales pour nombre d'entreprises, la zone franche a pour l'instant eu peu de contreparties en terme de création d'emplois : les 500 dont le maire s'était réjoui ne sont pas tous des créations, pire, les habitants des quartiers concernés à qui l'on promettait une manne, ne sont que 71 à avoir profité de l'aubaine.

Dans tous les cas, la présentation du budget et de ses orientations a

montré la dépendance importante de la ville vis à vis d'un soutien de l'État qui s'annonce de moins en moins important à l'avenir. Et ce n'est pas une nouvelle nomination comme ministre du maire d'Avignon qui ferait changer le gouvernement de cap.

En attendant, le maire doit se réjouir d'avoir des partenaires comme le département ou la Région, qui soutiennent l'investissement dans la ville dans de nombreux domaines.

En attendant l'opposition dénonce l'endettement de la ville qui s'accroît, au contraire des affirmations du maire et prévoit d'autres hausses d'impôts à venir,